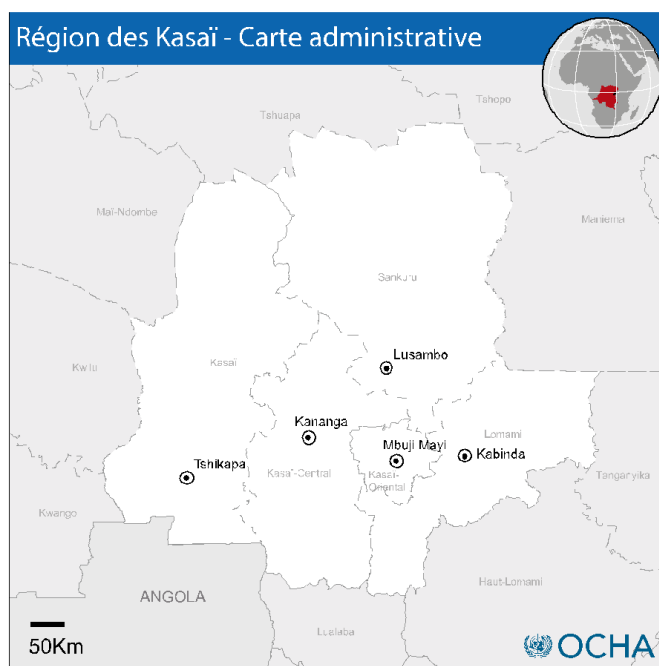




Ce rapport a été produit par OCHA RD Congo en collaboration avec les partenaires au Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental. Il couvre la période du 22 juin (date suivant la parution du SitRep n°8) au 10 juillet 2017. La région des Kasai fait ici référence aux provinces du Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, de la Lomami et du Sankuru.

## Faits saillants

- Le 5 juillet 2017, la [Commission européenne](#) a annoncé l'octroi d'une nouvelle enveloppe de 5 millions d'euros pour l'aide humanitaire d'urgence aux populations affectées par les conflits dans la région des Kasai.
- Plusieurs zones sont en situation d'urgence alimentaire (Phase 4) dans les provinces du Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental et Sankuru, selon les résultats du 15ème cycle du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire.
- Le nombre de déplacés en raison des conflits dans la région des Kasai est toujours en hausse, avec 60 000 nouveaux déplacés rapportés depuis [le dernier rapport de situation paru le 22 juin](#).
- Les besoins en protection continuent d'augmenter en raison de la persistance des violences et de leur dimension ethnique, avec plusieurs affrontements intercommunautaires rapportés les 26 et 27 juin dans la Province du Kasai.
- 695 enfants séparés ou non accompagnés ont été réunifiés avec leurs familles et 34 232 enfants déplacés ont bénéficié d'une assistance en protection (soutien psychosocial, activités d'éducation formelle et non formelle, sensibilisation) grâce à l'appui de l'UNICEF et de ses partenaires au cours des six derniers mois.



Source: OCHA DRC  
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

1,4 M Personnes déplacées internes <sup>1</sup>	140 404 Retournés <sup>2</sup>	130 000 Membres des communautés hôtes/familles <sup>3</sup>	352 000 Personnes couvertes par l'assistance d'urgence en cours <sup>4</sup>	31 242 Congois ayant fui vers l'Angola <sup>5</sup>
--	-----------------------------------	--	---	--

Sources<sup>6</sup>

<sup>1</sup> Dans le contexte volatile de l'urgence complexe dans la région des Kasai, les mouvements de populations sont actuellement dynamiques et complexes (avec parfois des déplacements pendulaires, préventifs ou multiples). Ceci rend la distinction entre personnes déplacées et retournées présentement difficile à faire.

<sup>2</sup> Le nombre de retournés vaut uniquement pour les provinces du Kasai Oriental et de la Lomami où l'accalmie rapportée dans certaines zones a permis aux déplacés internes de rentrer dans leurs zones d'origine.

<sup>3</sup> Ce nombre de membres des communautés hôtes/familles se réfère exclusivement aux zones qui ont bénéficié d'une évaluation des besoins.

<sup>4</sup> En date du 20 avril. Le nombre de personnes couvertes par la réponse est estimé de manière conservatrice afin d'éviter les doubles comptages, selon la méthode utilisée dans le Plan de réponse humanitaire 2017-2019.

<sup>5</sup> Source : Angola Emergency Update, UNHCR, 22 juin 2017.

<sup>6</sup> Sources des chiffres mis à jour au 6 juillet 2017 : L'estimation des chiffres des personnes déplacées internes (PDI) et retournées est basée sur les alertes partagées par les Divisions Provinciales de la Santé (DPS), par les acteurs humanitaires nationaux et internationaux présents dans les Kasai, ou encore sur des évaluations (lorsque cela est possible). Ce choix méthodologique est dû au fait qu'il n'y a pas encore de capacités

Pour plus d'informations, voir "contexte de la crise" à la fin de ce rapport

[www.unocha.org](http://www.unocha.org)

La mission du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) est de mobiliser et de coordonner une action humanitaire efficace dans le respect des principes humanitaires en partenariat avec les acteurs locaux et nationaux.

La coordination sauve des vies

## Aperçu de la situation

**Le nombre de personnes déplacées fuyant les violences la région des Kasai continue d'augmenter, avec plus de 60 000 nouveaux déplacés** depuis le dernier rapport (SitRep 8). Ceci porte le nombre total de déplacés à plus d'1,4 million de personnes. En effet, dans la Province du Kasai, 45 608 nouveaux déplacés sont rapportés (dont 13 608 enregistrés à Tshikapa et 32 000 personnes à Dekese). Dans la Province du Kasai Central, 6 000 nouvelles personnes déplacées préventivement sont signalées - principalement en provenance des localités de Mutoto Dibue et de la Mission catholique de Katende. A cela s'ajoute, dans la Province du Lualaba, 8 257 personnes déplacées à Kapanga, après les exactions commises dans le Kasai Central en avril. De plus, dans la Province du Kwilu, 1 000 nouveaux déplacés sont arrivés à Kikwit en provenance de la Province du Kasai. D'autres déplacements sont signalés dans la Province du Kasai Oriental, comme à Bena Mpunga ou à Tshijiba (Territoire de Miabi) mais les chiffres ne sont pas disponibles. Parallèlement, les mouvements de Congolais fuyant la région des Kasai vers l'Angola continuent, à un rythme de 200 à 400 nouvelles arrivées par jour, portant leur nombre total à 31 242 personnes selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).



**Les besoins en protection continuent d'augmenter en raison de la persistance des violences et de la cristallisation de la dimension ethnique du conflit.** Dans la nuit du 24 au 25 juin, sur la rivière Kasai, un assaut perpétré contre une barge en provenance de Kavudi aurait fait une centaine de morts ou disparus parmi les passagers. Bien que des sources locales fiables attribuent cette attaque à la milice Kamuina Nsapu, une partie de la population locale – en majorité Pende et Tshokwe- soupçonne la communauté Luba d'en être responsable. Cette situation aurait provoqué un affrontement intercommunautaire entre les Pende et Luba le 26 juin à Dibulungu, une localité majoritairement Luba (à 18km au sud-ouest de Tshikapa), faisant une vingtaine de blessés ainsi que des déplacés (chiffres non disponibles). D'autres heurts se seraient produits entre les Tshokwe et les Luba le 27 juin à Kankala (35 km au sud de Tshikapa), entraînant la fuite des Luba. A la même date, un incendie a détruit 1 200 hectares de champs de millet sur l'axe Kabambayi-Tshimbinda –Katoka, et pourrait avoir été déclenché par des miliciens.

**Une assistance immédiate est vitale pour les populations dans plusieurs zones se trouvant en situation d'urgence alimentaire (Phase 4), selon les résultats du 15ème cycle du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) - Voir carte en annexe.** Ces zones se situent principalement dans les territoires de

pour mettre en place la Commission Mouvement de Populations en charge d'analyser, de valider les chiffres issus des différentes évaluations et de formuler des recommandations pertinentes visant à fiabiliser les données rapportées. Nous soulignons que les chiffres en date du 6 juillet 2017 ne prennent pas en compte les dernières estimations de PDI faites par les DPS du Kasai et du Kasai Central : soit 741 124 PDI dans la Province du Kasai (contre 460 954 selon les estimations du présent rapport OCHA) et 1 024 777 PDI dans la Province du Kasai Central (contre 755 042 selon les estimations du présent rapport OCHA). L'estimation totale de PDI aurait été de 24% supérieure en prenant en compte ces chiffres. Cette différence met en évidence le besoin de mettre en place des structures de validation des données sur les mouvements de population dans la région des Kasai. Par ailleurs les chiffres de retournés, familles hôtes et communautés d'accueil restent encore difficiles à estimer en raison de l'accès humanitaire réduit et des mouvements continus des déplacés, au gré des actions des milices et des opérations des FARDC. Dans l'immédiat, la volatilité de la situation et des mouvements de population ne permettra pas d'atteindre une fiabilité totale.

Dibaya et Kazumba (Province du Kasai Central) ; Kamonia (Province du Kasai) ; Kabeya Kamwanga et Miabi (Province du Kasai Oriental) ; et Lusambo (Province du Sankuru). Cette situation résulte des conflits armés et de l'insécurité depuis près d'un an, qui privent les populations de leurs moyens d'existence. Deux saisons A et B ont été manquées (stocks, bétail et réserves en champs) et de nombreux stocks résiduels ont été brûlés. De plus, les marchés ont été fermés pendant plusieurs mois et les activités n'ont que timidement repris dans certaines zones.

**L'impact humanitaire des conflits pourrait encore s'aggraver si des solutions ne sont pas rapidement trouvées en matière de résolution des conflits et de cohabitation pacifique entre les communautés.** Pour garantir la réussite du Forum de la Paix dans les Kasai prévu prochainement, il est essentiel d'assurer la participation des communautés locales, y compris de la population hôte des provinces voisines affectées par les déplacements. Il est également prioritaire d'adresser les questions d'accès humanitaire et les conditions de retours des populations déplacées en lien avec l'insécurité, ainsi que les causes profondes de la crise telles que les frustrations antérieures aux conflits, par exemple celles liées aux problématiques de développement.

## Financement



Le 5 juillet 2017, la [Commission européenne](#) a annoncé l'octroi d'une nouvelle enveloppe de 5 millions d'euros pour l'aide humanitaire d'urgence aux populations affectées par les conflits dans la région du Kasai. Ce financement contribuera notamment à répondre aux besoins prioritaires des déplacés en matière de protection et à leur fournir une assistance vitale en eau, hygiène et assainissement, abris, accès aux soins et nourriture. Ces fonds devront aussi permettre de renforcer les capacités logistiques des partenaires humanitaires. Selon les estimations, quelque 200 000 personnes devraient bénéficier des interventions financées par l'UE. Cette nouvelle allocation vient dans la foulée d'une mission d'ECHO et

du Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID) -deux des principaux partenaires financiers de l'action humanitaire en RDC- effectuent actuellement une mission d'évaluation à Tshikapa et Kananga visant à s'informer des actions en cours et des besoins.

Pour des raisons techniques, l'enveloppe « Urgence » du Fonds Humanitaire RDC d'un montant de 2 millions de dollars américains qui avait été approuvée le 22 juin par le Coordonnateur Humanitaire pour une assistance en protection et en éducation dans la région des Kasai, a été suspendue. Le financement de l'Appel Eclair d'un montant de 64.5 millions de dollars américains pour l'assistance humanitaire dans la région des Kasai s'élève actuellement à 11%.

## Réponse humanitaire

L'assistance humanitaire aux populations dans le besoin se poursuit, avec un nombre croissant d'organisations déployées sur le terrain mais plusieurs défis demeurent. Le maintien de l'accès humanitaire est un des enjeux majeurs, dans un contexte où de plus en plus d'acteurs internationaux vont arriver dans la région avec des mandats divers, ce qui pourrait créer un climat de méfiance, en particulier autour des enquêtes menées par les acteurs des droits de l'Homme. De plus, pour garantir une réponse efficace, il est essentiel que les acteurs humanitaires intègrent dans leurs projets les coûts logistiques, ainsi que des activités de communication et plaidoyer pour alerter l'opinion internationale sur la gravité de la situation dans la région des Kasai. Les rubriques sectorielles ci-dessous concernent la mise à jour de la réponse au 10 juillet 2017.



## Education

- Dans le cadre de la composante éducation d'un projet de protection du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) financé par le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF), l'ONG nationale CAAP TUJITEGEME fournit depuis le mois de mars des cours de rattrapage aux enfants qui doivent passer les examens de fin de cycle primaire (TENAFEP). Au total 1 610 élèves (dont 782 filles) en ont bénéficié dans la Province du Kasai Oriental (soit 107% de la cible initiale) et 2 000 élèves dont 691 filles dans les provinces du Kasai et du Kasai Central (soit 133% de la cible initiale).
- 41 964**  
enfants ciblés par  
l'éducation d'urgence
- Tous les élèves ont aussi bénéficié du paiement des frais de leur examen ainsi que de la distribution de matériels pédagogiques et d'uniformes scolaires. Ce projet est mis en œuvre en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel et s'achèvera fin août. L'objectif est de faciliter l'accès à une éducation inclusive et pertinente de qualité dans un environnement d'apprentissage sûr et protecteur pour tous les enfants de 6 à 17 ans affectés par les déplacements ainsi que les enfants vulnérables autochtones.
  - Des sessions spéciales de rattrapage ont été organisées avec l'appui de l'UNICEF pour les enfants qui n'avaient pas pu passer leur examen les 1 et 2 juin en raison de l'insécurité. Ainsi 8 947 enfants dont 4 002 filles ont pu passer leur TENAFEP dans la Province de la Lomami et 788 enfants dont 321 filles dans la province du Kasai Oriental. De plus, 46 enseignants dont 2 femmes ont bénéficié de formations sur la pédagogie centrée sur l'enfant dans les provinces du Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental.
  - Les gaps en éducation demeurent importants puisque selon l'UNICEF, 150 000 enfants (entre 6 et 17 ans) sont privés d'accès à l'école, ou y ont un accès réduit depuis plusieurs mois dans la région des Kasai. 639 écoles ont été détruites (notamment à Tshikapa et Dibaya) ou attaquées et nombre d'entre elles servent de lieu d'hébergement de fortune pour les déplacés.



## Eau, hygiène et assainissement (EHA)

- Dans la Province du Kasai (projet UNICEF/ Action Contre la Faim), 504 enfants ont été dépistés pour la malnutrition dans le cadre d'activités *WASH in Nutrition* (eau, hygiène et assainissement dans la nutrition). Parmi eux, 52 venaient de familles de déplacés, 45 de familles d'accueil et 407 de familles résidentes. Les résultats, non-représentatifs, semblent indiquer une forte vulnérabilité nutritionnelle quel que soit le statut des enfants, dans les zones de santé de Tshikapa et Kanzala.
- 283 732**  
Personnes ciblées par  
l'assistance en EHA
- Dans la Province du Kasai Oriental (projet UNICEF/ APEDE), la Division Provinciale de la Santé (DPS) supervise les activités d'eau, hygiène et assainissement dans les zones de santé de Kabeya Kamwanga, Cilundu et Miabi. 34 latrines et 34 douches sont fonctionnelles dans 15 aires de santé (sur 36 prévues). 354 ménages ont bénéficié d'un kit en eau, hygiène et assainissement. 9 544 ménages ont reçu un paquet EHA. 76 sessions de sensibilisation ont été organisées ainsi que 15 enquêtes initiales CAP (connaissance aptitudes et pratiques). Le Cluster EHA a organisé des visites de suivi des activités et la Division Provinciale de la Santé (DPS) supervise des activités.
  - Dans la Province du Kasai Central (projet Fonds Humanitaire/ COOPI), des activités sont en cours dans la zone de santé de Luiza pour la réhabilitation nutritionnelle et l'amélioration des conditions d'accès à l'eau, hygiène et assainissement des communautés affectées par la malnutrition. Le projet s'achèvera à la fin du mois d'août .





l'enfance (gouvernement et société civile).

- Dans la Province du Kasai Central (Territoire du Kananga), l'UNICEF a fourni - à travers le Bureau National Catholique de l'Enfance (BNCE)- un soutien psychosocial à 132 enfants dont 13 filles) à Kananga et a réuni 73 enfants (2 filles et 71 garçons) avec leurs familles. 59 enfants (11 filles, 48 garçons) continuent de bénéficier de ce soutien, recevant une réadaptation physique, un soutien psychosocial, des conseils et des activités récréatives. De plus, du 29 juin au 1er juillet, l'UNICEF, la MONUSCO, et l'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (UEPDDR) ont organisé une formation sur la vérification de l'âge des enfants associés aux milices, à l'attention des acteurs de la protection de

- Dans la Province du Kasai (Territoire de Tshikapa), 21 enfants à Kananga dont 3 filles et 10 enfants à Tshikapa dont 6 filles, ont été libérés de prison où ils étaient détenus en raison de leur prétendue association avec des milices, puis placés en soin transitoire.

**408 047**

Personnes ciblées par  
l'assistance en  
protection

- Dans la Province du Kasai Oriental (territoires de Kabeya Kamuanga et Miabi), 85 enfants non accompagnés (30 filles, 55 garçons) ont été identifiés et 60 d'entre eux bénéficient d'une prise en charge transitoire dans des familles. Un suivi des familles a été réalisé pour 47 enfants non accompagnés/ enfants séparés et leur regroupement familial sera organisé très bientôt. 65 enfants blessés (25 filles, 40 garçons) ont été identifiés pour le soutien médical et 38 enfants (12 filles / 26 garçons) bénéficient de soins appropriés. 40 bénévoles communautaires ont été formés et déployés pour l'identification, la recherche, la réunification et le soutien psychosocial des enfants non accompagnés et des enfants blessés dans la communauté. 10 familles d'accueil de transition ont été formées pour recevoir et prendre en charge les enfants non accompagnés. 8 espaces de jeux sont aménagés avec deux hangars, un terrain de football et un terrain de volleyball. Ces espaces constituent un point d'attraction pour les enfants qui peuvent également bénéficier de soins psychosociaux à travers des points d'écoute par des agents sociaux formés. Enfin, 8 établissements de santé sont identifiés et s'occupent activement des enfants blessés.
- Au cours des six derniers mois, grâce à l'UNICEF et à ses partenaires, 695 enfants non accompagnés et enfants séparés (dont 91 filles) identifiés ont déjà été réunis avec leurs familles et 34 232 enfants déplacés (dont 14 609 filles) ont bénéficié d'un soutien psychosocial, d'activités d'éducation, de sensibilisation et d'éducation non formelle dans des espaces adaptés aux enfants au Kasai, au Kasai Central et au Kasai Oriental. De plus, 1 053 enfants non accompagnés et enfants séparés identifiés sont en attente de regroupement familial. Le Groupe de Travail sur la Protection de l'Enfant facilité par UNICEF et basé à Kananga et Mbuji-Mayi continue à couvrir la coordination de la réponse en protection de l'enfant dans toute la région des Kasai.
- Par ailleurs, Save the Children International (SCI) met en place des espaces amis des enfants ainsi que divers activités récréatives (projection de films, jeux et football) dans la Province du Kasai Oriental (territoires de Cilundu, Kabeya Kamwanga et Miabi). A ce jour, 69 enfants âgés de 8 à 17 ans (dont 42 filles) ont participé à ces activités. Des postes d'écoute sont aussi mis en place pour les enfants, grâce à deux agents de protection de SCI et un assistant social de la Division des Affaires Sociales.
- En ce qui concerne les Congolais expulsés d'Angola, il avait été fait mention dans nos précédents rapports du chiffre de 8 414 personnes expulsées entre janvier et mars 2017, selon des sources locales. Il s'agit, en majorité, de creuseurs et autres migrants Congolais illégaux et pas de réfugiés fuyant le conflit et ses exactions et ayant trouvés refuge en Angola.



## Santé

- L'ONG ADRA poursuit la supervision de la prise en charge médicale gratuite des personnes déplacées et de leurs familles d'accueil dans les 58 structures approvisionnées en médicaments essentiels génériques. A ce jour, 72 235 bénéficiaires ont déjà été atteints sur les 112 255 bénéficiaires prévus d'ici fin août (soit 64 pour cent). Cette intervention s'inscrit dans le cadre d'un projet d'appui aux zones de santé pour l'accès aux soins de santé primaires et le référencement secondaire, en faveur des populations et familles affectées par les conflits dans les provinces du Kasai (territoires de Dibaya, Kalonda et Kamuesha), Kasai Central (Katende, Mutoto, Mweshi et Tshikula) et Kasai Oriental (Kabeya Kamuanga, Miabi et Tshilundu). Ce projet de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) financé par le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) s'achèvera à la fin du mois d'août.
- Pour rappel, une épidémie de rougeole est déclarée dans diverses zones de santé des provinces du Kasai (Kanzala), Kasai Oriental (Bibanga), Kwilu (Masi-manimba), Lomami (Lubao et Kanda Kanda), Sankuru (Katajo-Kombe).

371 971

Personnes ciblées par l'assistance en santé



## Logistique

- Handicap International / Atlas Logistique prépare la mise en place d'un service de transport routier gratuit pour les partenaires : depuis Kananga vers le reste de la Province du Kasai Central et vers Tshikapa ; et à partir de Tshikapa vers toute la Province du Kasai. Des ressources supplémentaires sont nécessaires afin de déployer des Equipes Mobiles d'Intervention Rapide pour effectuer des réhabilitations mineures sur les axes et ainsi rétablir l'accès humanitaire.
- Le Cluster Logistique/PAM prépare la mise en place d'un service de transport et entreposage à Kananga (Kasai Central). Quatre camions tout-terrain 6x6 sont arrivés mi-juin en provenance de Lubumbashi. Ils desserviront la Province du Kasai Central depuis Kananga. Trois tentes d'entreposage mobile vont être mises en place, soit une surface utile d'environ 1200 m<sup>2</sup>.
- Les réunions du groupe de travail Logistique se poursuivent à Kananga (Province du Kasai Central) dont la dernière s'est tenue le 27 juin.

## Coordination générale

Alors que l'urgence dans la région des Kasai a été déclarée « Corporate Emergency » au sein d'OCHA depuis le 9 juin dernier, des efforts supplémentaires sont en cours de mobilisation en ce qui concerne : le déploiement en cours de ressources humaines dédiées à la coordination, l'identification de locaux pour les bureaux et l'envoi de matériel (y compris véhicules et moyens de communication), l'organisation de missions de support (en gestion de l'information, information publique, et administration).

Sur le terrain, les réunions des Comités Provinciaux Inter-Agences (CPIA) sont organisées régulièrement. Dans la Province du Kasai Central, une mise à jour des scénarii est en cours pour avoir plus de visibilité sur l'évolution de la situation humanitaires au cours des six prochains mois. Dans la Province du Kasai (Tshikapa), une Commission Mouvements de Population est en cours de constitution.

A Kinshasa, deux réunions de coordination inter-Agences Kasai se sont déroulées les 23 juin et 7 juillet. Il s'agit essentiellement de réunions d'échange d'information et mise à jour sur la situation et la réponse. Un document « Qui fait quoi Où » sur la présence opérationnelle des acteurs (3W) a été mis à jour et partagé par OCHA le 4 juillet dernier.

### Contexte de la crise :

L'urgence complexe dans la région des Kasai a débuté à Tshimbulu (Kasai Central) avec le soulèvement violent d'une milice locale (Kamuina Nsapu), le 8 août 2016. Depuis lors, cette crise s'est étendue aux Provinces du Kasai et Kasai Oriental, avec des attaques répétées des miliciens contre des symboles du pouvoir central ainsi que des affrontements entre eux et les forces de sécurité nationales. La détérioration du conflit s'est traduite par des actes violents indiscriminés de plus en plus nombreux à l'égard des populations civiles, de la part de toutes les parties au conflit. Cette crise se traduit aussi par une exacerbation des tensions intercommunautaires préexistantes entre les multiples ethnies de la zone, en lien avec le redécoupage territorial, l'effritement des systèmes de médiation traditionnelle et des structures gérées par le pouvoir coutumier ainsi que la manifestation locale des rivalités politiques au niveau national. La coexistence pacifique est mise à mal entre d'une part les communautés perçues comme soutenant les miliciens et d'autre part celles accusées de soutenir le gouvernement. Cette situation entraîne

de multiples déplacements internes de population dans les différentes provinces susnommées ainsi que vers les provinces du Lualaba, du Haut-Lomami, de la Lomami, du Sankuru et du Kwilu. Cette crise génère des besoins humanitaires importants en matière d'assistance multisectorielle d'urgence et en protection. Face à cette situation, les priorités stratégiques de la communauté humanitaire sont les suivantes : (i) renforcer la visibilité des besoins sur l'ensemble du territoire concerné ; (ii) établir une stratégie d'intervention commune et mobiliser l'attention, la capacité et les ressources à l'échelle nationale et internationale ; (iii) améliorer l'accès aux communautés les plus vulnérables en surmontant les contraintes physiques et sécuritaires ; (iv) s'accorder sur une stratégie de sensibilisation communautaire et de communication destinée aux groupes armés afin de faciliter l'acceptation de l'aide humanitaire et (v) assurer une coordination adéquate entre les acteurs humanitaires et ceux de développement et de stabilisation.

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

**Dan Schreiber**, Chef de la section Coordination, [schreiberd@un.org](mailto:schreiberd@un.org), Tél. +243 81 706 1204

**Benedetta Di Cintio**, Responsable de l'unité Cycle de Programmation Humanitaire, [dicinitio@un.org](mailto:dicinitio@un.org), Tél. +243 81 706 1212

**Mayanne Munan**, Responsable de l'unité Analyse stratégique et plaidoyer, [munan@un.org](mailto:munan@un.org), Tél. +243 81 988 9147

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur, [www.unocha.org](http://www.unocha.org) ou [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int).

Pour être ajouté ou supprimé de la liste de distribution de ce rapport, envoyez un email à : [kasendue@un.org](mailto:kasendue@un.org)